

Ce que les élections partielles révèlent pour 2012

Jean-Jacques Urvoas*

* *Député PS du Finistère,
membre de la commission des lois*

Peut-on tirer des enseignements des résultats des 43 élections cantonales partielles qui se sont déroulées entre le 1^{er} septembre 2009 et le 1^{er} août 2010 ? A l'extrême simplicité de l'interrogation répond la prudence face à ces multiples scrutins locaux, morcelés en d'autant d'affrontements dont les résultats contradictoires peuvent être interprétés tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. Mais puisque la démocratie se définit par l'élection, la science de l'élection doit être un des principaux vecteurs de la compréhension de la vie politique. Nous adoptons donc le postulat pour la troisième année consécutive¹ que les rapports de force qui se dégagent de ces consultations sont riches d'enseignements.

Une première remarque méthodologique s'impose cependant. La totalité des résultats compilés est, pour l'essentiel, issue du site Internet du ministère de l'Intérieur². Pour autant, la seule consultation de cette source se révèle insuffisante. D'abord, parce qu'il lui arrive d'omettre certaines élections, comme par exemple celles survenues dans le canton de Nice VI (Alpes-Maritimes) et dans celui de Lézignan-Corbières (Aude) les 6 et 13 septembre 2009. Ensuite, parce que l'étiquetage partisan semble parfois aléatoire. Ainsi, dans le canton d'Arcis-sur-Aube (Aube), un candidat est rattaché à la droite sous le label du « *Nouveau centre* » alors qu'il figurait dans le même département en sixième position sur la liste du MoDem un mois auparavant. De même, dans le canton de Castelnaudary-Nord (Aude), le candidat communiste qui se présentait sous l'étiquette « *Front de gauche* » relève, pour le ministère, de « *l'extrême-gauche* » au motif, sans doute, que le NPA lui avait apporté son soutien. Faut-il voir dans ces



Jean Jaurès
Fondation

1. Cf. Jean-Jacques Urvoas, « Le bipartisme confirmé, regard sur les cantonales partielles de 2007-2008 », Fondation Jean-Jaurès, note n° 6, 30 septembre 2008 ; Jean-Jacques Urvoas, « La gauche en situation d'alerte, cantonales partielles de 2008-2009, européennes de 2009 », Fondation Jean-Jaurès, note n° 34, 9 septembre 2009.
2. http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/elections/resultats/elections-cantonales



Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

inexactitudes une volonté politique destinée à renforcer optiquement les chiffres de la majorité présidentielle face à ses oppositions volontairement multipliées ? Quoi qu'il en soit, l'existence d'autres sources d'information s'avère indispensable³. Que leurs infatigables initiateurs et contributeurs trouvent ici l'expression de notre gratitude pour la précision des données qu'ils collectent, fruit d'un labeur fort utile de bénédictin.

Il convient ensuite de préciser l'élection de référence. Comme l'an passé, les élections partielles concernent des cantons initialement pourvus pour 29 d'entre eux lors du renouvellement de 2004 et pour quatorze autres lors de celui de 2008. Naturellement cette pluralité dans les termes de la comparaison renvoie à des rapports de force très différents.

En 2004⁴, la forte volonté de sanction du pouvoir en place, conformément à la tradition à l'occasion d'élections intermédiaires, profite à la gauche dont l'électorat est particulièrement insatisfait du gouvernement Raffarin. Sa progression en sièges lui permet même de gagner la présidence de l'Association des Départements de France, puisqu'elle devient majoritaire parmi les présidents d'exécutifs. Le principal bénéficiaire du scrutin est le Parti socialiste (27,9 %, + 2,9 % par rapport à 1998), alors que les communistes tombent pour la première fois depuis 1945 à moins de 8 % (7,6 %). Les Verts régressent légèrement (5,5 %, - 0,3 %), tandis que la montée en puissance de l'extrême-gauche (3 %, + 2,4 %) ne fait que refléter son plus grand nombre de candidats. Le résultat de la droite UMP-UDF-Dvd, le plus mauvais depuis 1945, marque un recul de 2,9 points par rapport à celui, déjà peu brillant, de 1998. Le premier tour confirme également le léger tassement du FN avec 12,5 % des suffrages (-1 % par rapport à 1998).


En 2008⁵, on assiste à nouveau à une victoire de la gauche. Comme en 2004, la poussée profite au PS (28,4 %, + 4,7 % par rapport à 2001). Le PC, lui, recule (8,9 %, - 1%) tout en résistant mieux qu'en 2004 où il était confronté à une concurrence de l'extrême-gauche, alors que les Verts reculent aussi sensiblement (4,3 %, - 1,7 %). La droite UMP-Dvd est globalement stable quand le FN perd la moitié de ses voix (5 %). Enfin, le MoDem parvient à émerger (4,4 %).

Les cantons concernés par ces élections partielles sont situés dans 32 départements différents pour un corps électoral total de 465 000 électeurs inscrits. Dans 46 % des cas (vingt), la tenue du scrutin s'expliquait par la démission du conseiller général sortant, dans 30 % (douze) par son décès et dans 24 % (dix) par des annulations

3. <http://www.politiquemaniam.com/> et <http://politiqueandco.blogspot.com/>

4. Pierre Martin, « Les élections de mars 2004 », *Commentaire*, n°106, été 2004, p. 443.

5. Pierre Martin, « Les élections de mars 2008 », *Commentaire*, n°122, été 2008, p. 471.



Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

diverses. Une courte majorité des sortants étaient de gauche (23 dont treize PS, huit Dvg et deux PCF), contre seize de droite (treize UMP, trois Dvd), deux classés « *Divers* »⁶ et deux MoDem.

Dix de ces élections partielles se déroulaient outre-mer, soit près du quart des scrutins étudiés. Leurs résultats influencent donc fortement les performances de chaque formation nationale. Mais ils éclairent aussi et surtout l'évolution de la vie politique des collectivités ultramarines. Au demeurant, l'expression générique « *outre-mer* » est, à cet égard, trompeuse, puisqu'elle pourrait abusivement laisser croire à une homogénéité des situations. En réalité, ces territoires intègrent des aires géographiques et culturelles distinctes, sont régis par des statuts différents et possèdent chacun une histoire coloniale propre⁷ qui génère un rapport spécifique à la métropole. Il en découle un paysage politique marqué par une grande complexité et le caractère fluide voire labile des différents acteurs. Ainsi, par exemple, au sein du conseil général de la Martinique, pas moins de dix formations sont représentées...

En l'espèce, les cantonales concernaient deux départements français d'Amérique (cinq élections à la Martinique et une à la Guadeloupe), La Réunion et la collectivité de Mayotte (deux élections). Si elles révèlent une grande stabilité électorale, deux tendances sont cependant significatives (cf. tableau n° 1).

Tableau n° 1
Résultats en pourcentage des suffrages exprimés pour l'outre-mer

	2004 ⁸ - 1 ^{er} tour	2008 ⁹ - 1 ^{er} tour	Partielles 09-10
Participation	52,82	60,95	38,67
Exg	0	0	1,49
PCF	0	0	0
PS	2,55	16,56	18,06
Dvg	56,78	0	17,22
Verts	0	0	1,36
Total gauche	59,33	16,56	38,13
MoDem ¹⁰	0	8,60	8,54
Div ¹¹	10,08	34,02	25,94
Dvd	13,46	4,04	2,58
UMP	17,13	36,78	24,81
Total droite¹²	30,59	40,82	27,39

6. Un « *sans étiquette* » dans le canton de Tsingoni à Mayotte, un « *Mouvement indépendantiste martiniquais* » dans le canton de Rivière-Salée en Martinique.

7. Justin Daniel, « Cadre institutionnel et vie politique Outre mer », *Pouvoirs*, 105, 2005, p. 131.

8. Résultats du premier tour de l'élection générale de 2004 dans les cantons concernés par les partielles.

9. Résultats du premier tour de l'élection générale de 2008 dans les cantons concernés par les partielles.

10. En 2004, ce sont les résultats des candidats étiquetés UDF.

11. Cumul des voix régionalistes, autonomistes, indépendantistes et divers.

12. Cumul des voix de l'UMP, des Dvd, du FN et des différents candidats d'extrême-droite.



Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012


Et d'abord, la domination de la gauche. En effet, aucune des majorités de gauche qui gèrent aujourd'hui les départements des Antilles n'était menacée. Avec 33 élus sur 46 à la Martinique et 29 sur 40 à la Guadeloupe, les présidents Lise et Gillot étaient à l'abri de toute déconvenue. De fait, même dans le canton de Schoelcher 2 (Martinique), dont la commune éponyme fut considérée comme une terre de tradition conservatrice jusqu'aux cantonales de 1998 où le sortant UMP fut battu et aux dernières municipales où Luc-Louison Clémenté (PPM) triompha du député UMP Alfred Almont, la gauche a remporté le scrutin avec un meilleur score qu'en 2004.

On notera aussi que les transitions sont réussies. Ainsi aux Abymes (Guadeloupe), Chantal Lerus, candidate de la « *Force de rassemblement abymien pour le progrès* » succède sans difficulté à Eric Jalton, député-maire (rattaché au groupe socialiste). Et au François (Martinique), où une partielle était organisée à la suite de la démission du sortant, Maurice Antiste, leader du Mouvement populaire franciscain, consécutive à son élection au Conseil régional, c'est son adjointe Marie-France Tinot qui l'emporte nettement (53,18 %).

La seconde tendance témoigne de la baisse de l'influence de la « mouvance indépendantiste » en Martinique. Déjà en mars dernier, le député GDR¹³ Alfred Marie-Jeanne avait dû s'incliner lors des régionales devant la liste conduite par le député apparenté socialiste Serge Letchimy, ancien maire de Fort-de-France de 2001 à 2010 succédant à Aimé Césaire et président du Parti progressiste martiniquais. Cette évolution s'observe à l'identique à Schoelcher 2, au François et à Rivière Salée (- 9 % en six ans).

La métropole aurait tout intérêt à examiner ces données avec attention, tant l'outre-mer pourrait se révéler décisive à l'automne 2011 au moment du renouvellement sénatorial. En effet, sur les dix-neuf sénateurs qui la représentent, douze seront alors renouvelables : ceux de la Martinique (deux PS), de la Guadeloupe (un PS, un RDSE, un UMP), de la Réunion (un UMP, un UC, un CRC et création d'un nouveau siège) et ceux de la Nouvelle-Calédonie (un UMP et création d'un nouveau siège). Et rares sont les sénateurs sortants à se présenter sous le label d'un parti métropolitain, ce qui constitue une des traductions les plus notables de la distanciation croissante à l'égard des appareils partisans hexagonaux. Comme l'histoire concrète ne se laisse jamais verrouiller, Gérard Larcher ne s'y est d'ailleurs pas trompé en effectuant, du 18 au 23 juillet derniers, un déplacement aux Antilles après s'être rendu en Guyane quelques semaines plus tôt, du 6 au 9 juin 2010.

13. Groupe « technique » rassemblant à l'Assemblée nationale 26 membres issus du parti communiste, des Verts, du Parti de Gauche, du parti communiste réunionnais et du mouvement indépendantiste martiniquais.



Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

Globalement, sur l'ensemble des 43 cantons, au « tour décisif » pour reprendre la notion conceptualisée par François Goguel, la stabilité est de mise puisqu'en solde, la gauche perd un siège (22), la droite en gagne deux (17), le MoDem conserve ses deux élus et les « *divers* » en perdent un. Pourtant, comme souvent, ces chiffres cachent des glissements à l'intérieur de chaque camp (cf. tableau n° 2). Ainsi le détail fait apparaître que dans vingt cantons (soit 45 %), le conseiller général élu n'appartient pas à la même famille politique que le sortant.

Tableau n° 2
Evolution en sièges par famille politique

	Gains	Pertes	Solde
PCF	+1	- 2	- 1
PS	+ 5	- 3	+ 2
Dvg	+ 3	- 2	+ 1
Dvd	+ 5	0	+ 5
UMP	+ 2	- 9	- 7
Nc	+ 3	0	+3
MoDem	+ 2	- 2	0
Aut.	+ 1	- 2	- 1

Comme d'habitude, le corps électoral s'est peu mobilisé : la participation n'est que de 31,86 %. S'il est vrai que, dans ces scrutins partiels, les enjeux sont faibles, il faut néanmoins souligner la médiocrité du niveau atteint. De fait, il s'agit d'un nouveau record au regard des résultats enregistrés dans le passé lors d'élections comparables (en 2007-08, ce taux était de 32,74 % et en 2008-09 de 32,14 %). Et la classique opposition entre les villes, où la réalité cantonale serait peu perceptible, et les zones rurales, où l'implantation garantirait l'intérêt pour la compétition électorale, ne fonctionne pas nécessairement, puisque l'on retrouve des faibles scores de participation dans le Var à Solliès-Pont (24,63 %) ou en Savoie à La Ravoire (27,21 %). Pour autant, il est vrai que, dans les trois cantons les moins peuplés, le civisme se porte mieux (Saint-Enimie en Lozère, 1 209 habitants, 74,2 % de votants ; Sore dans les Landes, 1 898 habitants, 60,1 % de votants ; Monthois dans les Ardennes, 2 702 habitants, 56,4 % de votants). A l'inverse, la palme de l'atonie revient à deux des trois cantons urbains les plus peuplés : Tourcoing-Nord-Est (12,39 %) et Villeurbanne-Centre (14,11 % au premier tour).

Sous l'angle du rapport gauche-droite, la principale leçon est le rééquilibrage des deux forces (cf. tableau n° 3). En effet, dans les cantons concernés en 2004, l'opposition devançait la majorité de 13 %, et dans ceux impliqués en 2008, c'était la droite qui dominait la gauche avec 30 % d'écart. Aujourd'hui, en chiffres absolus, sur

Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

48 000 suffrages exprimés, il n'y a que 1 010 voix d'écart, soit un handicap de la gauche qui n'excède pas 0,7 %. En définitive, ce sont les candidats inclassables (étiquetés « Div » par le ministère de l'Intérieur) qui pèsent nettement moins.

Tableau n° 3
Résultats en pourcentage des suffrages exprimés pour la France entière

	2004 ¹⁴ - 1 ^{er} tour	2008 ¹⁵ - 1 ^{er} tour	Partielles 09-10
Participation	59,52	62,17	31,86
Exg	2,80	0,18	0,78
PCF	5,59	6,27	5,97
PS	29,86	16,46	24,27
Dvg	10,20	4,09	9,16
Verts	3,15	2,68	5,21
Total gauche¹⁶	51,60	29,68	45,36
MoDem¹⁷	7,62	4,48	3,50
Div	2,40	6,09	4,82
Dvd	10,79	17,45	17,21
UMP	15,72	35,90	24,56
FN	11,33	5,86	4,11
Exd	0,54	0,54	0,41
Total droite¹⁸	38,38	59,75	46,29

L'offre électorale est un peu moins conséquente que pour les partielles de l'année dernière : 199 candidats pour 43 cantons, soit une moyenne de 4,6 par circonscription. Cette diversité est plus le fait de la gauche que de la droite : 94 prétendants à gauche, 80 à droite. Les socialistes (présents dans 75 % des cas) et l'UMP (68 %) tendent à une présence massive. Les communistes n'ont pu se présenter que dans un peu plus d'un tiers des cantons, tout le comme le FN. Par contre, les Verts réussissent à aligner un des leurs dans près de la moitié des cantons (45 %). Et, conformément à ce qui s'apparente désormais à une constante, ces partielles sont caractérisées par un nombre conséquent de candidatures divers gauche ou divers droite en fonction de l'orientation générale de la circonscription : 25 « Dvg », 36 « Dvd ». La réussite des uns ou des autres dépend d'ailleurs souvent de l'absence du PS ou de l'UMP.

14. Résultats du premier tour de l'élection générale de 2004 dans les cantons concernés par les partielles.

15. Résultats du premier tour de l'élection générale de 2008 dans les cantons concernés par les partielles.

16. Cumul des voix de l'extrême-gauche, du PCF, du PS, des Dvg et des Verts.

17. En 2004, ce sont les résultats des candidats étiquetés UDF.

18. Cumul des voix de l'UMP, des Dvd, du FN et des différents candidats d'extrême-droite.

Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

Tableau n° 4
Evolution des résultats des cantonales partielles depuis 2007

	Partielles 07-08	Partielles 08-09	Partielles 09-10
Participation	32,74	32,14	31,86
Exg	0,56	0,71	0,78
PCF	5,49	10,83	5,97
PS	27,35	25,51	24,27
Dvg	7,67	8,08	9,16
Verts	3,12	2,79	5,21
Total gauche	44,19	47,92	45,39
MoDem	5,55	0,75	3,50
Div	3,18	2,05	4,82
Dvd	16,73	20,03	17,21
UMP	26,33	26,62	24,56
FN	3,72	1,93	4,11
Exd	0,30	0,70	0,41
Total droite	47,08	49,28	46,29

Si l'on braque les projecteurs sur les performances de chacune des familles politiques dont les résultats peuvent être appréciés, quelques enseignements s'imposent à l'analyste électoral.

Le PS et ses alliés (PRG notamment) réalisent ensemble 24,27 % (31,22 % sur les cantons où ils étaient effectivement présents), ce qui, au regard de leurs résultats lors des renouvellements de référence, représente une performance très moyenne, bien loin des sommets atteints en 2004 et en 2008. Il est vrai que ceux-ci rendaient illusoire toute perspective de progression supplémentaire... En termes de sièges, le solde est légèrement favorable : treize sortants et quatorze élus.

Pour autant, à l'évidence, les socialistes n'ont pas bénéficié de la force du vote sanction antigouvernemental qui avait été le principal moteur de tous leurs récents succès électoraux locaux. C'est d'ailleurs là l'une des grandes fragilités du Parti, tant il apparaît que, depuis huit ans, « *ce ne sont pas ses propres forces qui fournissent la raison de ces victoires* »¹⁹. On pourrait presque évoquer, en s'inspirant de la formule de l'ancien dirigeant communiste italien Enrico Berlinguer, l'épuisement de « *la force propulsive du projet socialiste* ». Même au second tour, si les reports de voix fonctionnent sans

19. Dominique Reynié, « La droite menacée d'un séisme en 2012 », *Le Monde*, 2 août 2010.



Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

anicroche, les dynamiques peinent à émerger. En définitive, le réel atout du PS dans des scrutins locaux faiblement politisés est la prime au sortant, ou du moins la fidélité partisane de ses électeurs.

Et de fait, il demeure, et de loin, la principale force de gauche, puisqu'il représente 54 % du total des voix de l'opposition et figure dans la quasi-totalité des cas au second tour. La chimère de son essoufflement devant la dynamique d'Europe Ecologie, apparue au moment des élections européennes et que les résultats des régionales avaient déjà en partie dissipée, est définitivement révolue.

Reste que la faiblesse relative de ses partenaires rend à la fois plus simple – alliés cantonnés en appont – et plus difficile la gestion du complexe des supplétifs dans la conduite des alliances.

Tableau n° 5

Résultats des partis de gauche dans la série renouvelée en 2004

	2004 - 1 ^{er} tour	2009-10 - 1 ^{er} tour
Exg	2,80	0,94
PCF	5,59	6,46
PS	29,86	27,20
Dvg	10,20	10,80
Verts	3,15	5,67
Total	51,60	51,07

Avec une moyenne de 5,21 % (et 9,31 % dans les vingt cantons où ils étaient effectivement en lice), les Verts sortent renforcés de ces scrutins. Même s'ils ne parviennent pas à gagner un seul canton, leur influence a progressé quelle que soit l'élection de référence (+ 1,65 % par rapport à 2004, + 1,65 % par rapport à 2008). De plus, leur présence entraîne un accroissement du total des voix de gauche. C'est notamment le cas dans les cantons de Saint-Pierreville (Ardèche, où lorsque la gauche progresse de quatorze points, Europe Ecologie obtient 9 %, récupérant les voix d'un divers gauche qui ne se représentait pas, et le PS gagne 13 %), de Vitrolles (Bouches-du-Rhône, + 10 points pour l'ensemble des voix de gauche avec une candidature des Verts absents en 2004, qui obtiennent 4 % quand le PS reste au même niveau) ou de la Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine, + 10,39 % pour les Verts, + 12 % pour la gauche). De manière indiscutable, les Verts confirment donc leur implantation comme seconde force électorale à gauche²⁰, ce qui constitue une bonne nouvelle pour celle-ci.

20. Sarah Alby, Jérôme Fourquet, « Quelques clés du vote Europe Ecologie aux élections régionales », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1055, avril/juin 2010, p. 36.

Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

Ce statut leur donne aussi des responsabilités, et notamment celle de construire un partenariat solide avec le PS. Or, l'élection partielle de Villeurbanne-Centre (Rhône) atteste combien il reste encore du chemin à parcourir. En effet, contrairement à une tradition bien ancrée à gauche, au tour décisif, la candidate d'Europe Ecologie, bien qu'adjointe au maire socialiste de la commune, a choisi de se maintenir, prenant ainsi le risque de faire battre le candidat PS arrivé en tête (avec huit points d'avance) grâce à l'appui des voix de droite dont les représentants avaient été éliminés. Il est vrai que dans la même région, en 2004, le cas s'était déjà produit dans le canton de Grenoble 1. L'appel de Jean-Paul Bret, maire de Villeurbanne, non seulement ne fut pas entendu, mais le vice-président Europe Ecologie du Conseil régional, Philippe Mérieux, apporta son soutien au maintien de la candidate. Au final, dans un scrutin où la participation baissait de 273 voix, le socialiste fut élu avec onze voix d'avance, son total progressant de 519 voix quand celui de l'écologiste le faisait de 804.


Un tel manquement de partenaires aux règles de la solidarité électorale (Europe Ecologie appartient à l'exécutif municipal de Villeurbanne et à celui du Conseil régional) n'incite guère à l'optimisme pour l'avenir. Cette organisation ne peut pas prôner l'union avec le PS en sollicitant son soutien quand elle estime être en situation de gagner (comme ce fut le cas dans la législative de Rambouillet), voire réclamer des cantons réservés pour les cantonales de 2011, et ensuite opter pour la confrontation quand cela l'arrange.

Tableau n° 6

Résultats des partis de gauche dans la série renouvelée en 2008

	2008 - 1 ^{er} tour	2009-10 - 1 ^{er} tour
Exg	0,18	0,46
PCF	6,27	5,02
PS	16,46	18,56
Dvg	4,09	5,97
Verts	2,68	4,33
Total	29,68	34,34

Désormais troisième force de gauche, le PCF hésite sur sa stratégie électorale comme l'ont démontré les dernières régionales. Dans six régions, il avait en effet choisi de s'allier dès le premier tour avec le PS alors que dans les quatorze autres, il avait privilégié l'alliance avec le Parti de Gauche, poursuivant ainsi le partenariat entamé lors des élections européennes de juin 2009.



Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

Il n'est pas certain que ces cantonales aient contribué à éclairer son horizon. Ainsi, on relèvera d'abord qu'il n'est présent que dans 35 % des compétitions (15 cantons), ce qui confirme une rétraction de son implantation géographique. Longtemps, en effet, le PCF fut surreprésenté dans ce type de consultations par rapport aux élections nationales qui les précédaient ou qui les suivaient²¹. Ensuite la moyenne des suffrages obtenus – 5,77 % –, si elle marque un léger redressement au regard des performances enregistrées dans les cantons pourvus en 2004, accuse parallèlement un effritement par rapport à ceux dotés en 2008. Enfin le solde est négatif en termes de sièges (- 1).


Pour autant, si l'on resserre la focale sur les quinze candidatures effectives enregistrées, quelques points méritent d'être soulignés.

En premier lieu, le fait que pour toutes les partielles qui se sont déroulées après les régionales, le label « *Front de gauche* » est systématiquement revendiqué par les candidats communistes. C'est notamment le cas à Limoges-Panazol et à Castelnaudary (Aude) où le soutien apporté par le NPA découle du cheminement commun engagé en Limousin et Languedoc-Rousillon entre le PCF et l'extrême-gauche à l'occasion du renouvellement du Conseil régional. A Villeurbanne-Centre, ce « *Front de gauche* » sera même « *élargi* » aux formations qui s'étaient unies au moment du référendum sur le traité constitutionnel européen : la « *Gauche Unitaire* », les « *Alternatifs* » et le « *COVRA* » (Collectif Villeurbannais pour un Rassemblement Antilibéral).

En second lieu, l'influence électorale communiste, même réduite géographiquement, continue à peser. Ainsi les quinze candidats évoqués plus haut obtiennent en moyenne 13,69 % des voix, et ponctuellement ils peuvent même frôler ou dépasser les 20 %, comme à Sore (Landes – 19,9 %), à Lézignan-Corbière (Aude – 24,68 %), à Houdain (Pas-de-Calais – 35,5 %) ou à Argenteuil-Est (Val-d'Oise – 31,46 %). Cependant, dans tous ces cas, il s'agit surtout d'une résistance organisée autour d'une personnalité connue, comme l'ancien maire d'Houdain, ou du choix des autres partis de gauche (PS et Verts) de soutenir le candidat communiste afin de ne pas perdre la majorité du Conseil général comme dans le Val-d'Oise.

En dernier lieu, si le PCF remporte le siège d'Houdain où il devance le candidat socialiste de 145 voix et figure dès lors seul au second tour, l'UMP n'ayant pas réussi à franchir la barre nécessaire à son maintien, il perd parallèlement les deux cantons où

21. Gérard Le Gall, « Cantonales 1985 : une élection de confirmation », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 921, juillet/août 1985, p. 19.



Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012


il était sortant. A Sorre, la défaite était prévisible puisque le gain du siège en 2008 était seulement lié au fait que le sortant socialiste avait laissé passer la date limite de dépôt de sa candidature. C'est d'ailleurs ce dernier qui est élu dans cette partielle. Mais à Argenteuil-Est, c'est l'UMP qui devance le communiste pourtant soutenu par toute la gauche.

Difficile dès lors de tirer des enseignements pour l'année à venir. Certes, comme à l'occasion des régionales, le Front de Gauche est parvenu à supplanter le NPA, l'extrême-gauche n'obtenant que 0,78 % des voix. Mais si cette organisation permet à l'évidence au PCF de revenir dans le jeu politique, n'est-elle pas en même temps son linceul ? En l'état, les résultats de ces cantonales marquent une légère résistance dans le cadre d'un déclin sans perspective d'avenir.

Par contre, classiquement, ce scrutin à forte dominante rurale et notabiliaire avantage structurellement les partis de droite, beaucoup mieux représentés chez des maires de petites communes par tradition plus intéressés par l'enjeu départemental. Pour ces raisons, un renforcement de la droite dans ces partielles aurait pris une dimension nationale évidente. Tel ne fut pas le cas.

Avec 41,77 % des suffrages (UMP + Dvd), la droite gouvernementale se contente de maintenir globalement ses positions, avec cependant, en termes de sièges, un affaïssissement de l'UMP qui perd quatre conseillers généraux au profit des « *divers droite* » qui en gagnent six. Cette mauvaise gestion de l'espace majoritaire marquée par la multiplication des candidatures non maîtrisées est un problème à venir pour le parti sarkozyste. Si, en d'autres temps, une telle situation a pu contribuer à élargir l'assise électorale de la majorité, la stratégie actuelle du Président, reposant sur la nécessité de parvenir en tête au soir du premier tour pour espérer enclencher une dynamique victorieuse au second, impose une meilleure régulation des intentions.

A contrario, on peut lire dans ces cantonales partielles une invitation adressée à l'UMP à réfléchir à la question suivante : une formation à vocation de rassemblement au second tour doit-elle renforcer son caractère unitaire ou, au contraire, présenter des faces diverses, facilitant le captage de sensibilités différentes ? Nicolas Sarkozy, qui prétend être un pragmatique plus sensible aux rapports de force qu'aux idées, était mu à l'origine par une idée simple : point n'est besoin de convaincre que l'on a raison, il suffit de démontrer que l'on est le plus puissant. Aussi, partant du postulat que les électeurs souhaitent l'unité, joint à son désir de tout contrôler et de tout organiser par lui-même, il a imposé le regroupement dans une formation unique de tous les courants



Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

de la droite. Pourtant, en l'état, hormis la présidentielle victorieuse de 2007, cette stratégie n'a produit que des effets négatifs. Le premier échec fut de n'avoir pas réussi à regrouper l'ensemble des composantes et le second de ne pas savoir gérer la diversité de sa majorité. Les parlementaires de droite qui ne cessent de faire état de ce constat seront-ils entendus à l'Elysée ?

La majorité sera néanmoins tentée d'appréhender comme un encouragement les résultats obtenus, dans un contexte marqué depuis des années par une érosion de ses bases aussi constante que généralisée à tout le pays²². Elle pourrait être d'autant plus fondée à le faire que son électorat, susceptible de ne pas percevoir d'enjeu local fort, était potentiellement difficile à mobiliser. Malheureusement pour elle, l'analyse locale – notamment pour la série qui avait été renouvelée en 2008 (tableau n° 7) – laisse apparaître que les bureaux votant le plus à droite sont aussi ceux où la participation a été la plus faible. Nul doute que l'on puisse voir dès lors dans cette abstention « active » une valeur d'avertissement. Le phénomène avait d'ailleurs déjà été observé à l'occasion des régionales²³, et il vient encore de trouver une illustration lors de la législative partielle de Rambouillet qui a vu la victoire de la candidate d'Europe Ecologie dans une circonscription historiquement ancrée à droite. Mais au premier tour la participation n'était que de 26,75 % et de 29,42 % au second.

Tableau n° 7


Résultats des partis de droite dans la série renouvelée en 2004

	2004 - 1 ^{er} tour	2009-10 - 1 ^{er} tour
Dvd	10,79	14,08
UMP	15,72	20,44
FN	11,33	5,02
Exd	0,54	0,29
Total	38,38	39,83

Aux élections régionales, le FN avait quasiment doublé son score des européennes (6,5 % en moyenne nationale) en rassemblant 11,7 % des suffrages, et alors que les sondages d'intention de vote l'évaluaient entre 7 et 9 %. Ce fut une indéniable bouffée d'air frais pour un parti que l'on présentait comme essoufflé. Dans ces 43 élections cantonales partielles, il totalise 4,11 % des voix, ce qui représente somme toute un résultat fragile.

22. Pascal Perrineau, « Régionales 2010, que sont les électeurs devenus », Note pour la Fondation pour l'innovation politique, 2010.

23. Gérard Le Gall, « Elections régionales, nouvel avertissement pour le pouvoir », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1055, avril/juin 2010, p. 7.



Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

Ramené aux quinze cantons où il était effectivement présent, ce score se redresse à 8,46 %, ce qui éclaire d'un jour plus favorable l'état de santé de l'extrême droite.

En effet, ce résultat est pour lui l'un des plus flatteurs enregistrés lors d'élections partielles depuis le début des années 2000. Il faut remonter à celles organisées entre 2002 et 2003, c'est-à-dire au lendemain de la présidentielle qui vit Jean-Marie Le Pen figurer au second tour, pour retrouver un score comparable avec 8,46 %. Depuis lors, le niveau du FN évoluait entre 5 et 6,5 % (5,27 % en 2008-2009, 6,41 % en 2007-2008). Et dans quelques cantons situés dans des zones de forte influence, comme la région Nord-Pas-de-Calais ou les Bouches-du-Rhône, ses candidats obtiennent de très inquiétantes performances. Ainsi à Tourcoing-Nord-est, le total des suffrages exprimés d'extrême-droite est quasiment identique (21 %) à celui réalisé en 2004 lors du renouvellement cantonal (23 %) et à celui relevé à l'occasion des régionales de 2010 (21,3 %), alors même que le taux de participation accuse une chute impressionnante (uniquement 12,3 % de votants). De même à Vitrolles, le candidat frontiste, pourtant totalement inconnu dans la commune, rassemble, en novembre 2009, 12,6 % des voix, soit plus que lors des municipales de 2008 (10 %).

Ce regain de vigueur est confirmé par le baromètre mensuel que réalise la SOFRES et que publie le *Figaro Magazine* sur la popularité des partis. En juin 2010, il n'y avait plus « que » 77 % des personnes interrogées qui avaient une « mauvaise image » du FN, contre 86 % un an auparavant. Cette progression – certes relative eu égard à la profonde acrimonie de la très grande majorité des sondés – est la plus forte depuis le début du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Et même si cet indicateur émet des signaux qu'il est difficile de traduire en potentiel électoral, il permet de mieux appréhender les tendances lourdes.

Evidemment, comment ne pas rapprocher ces constats du mantra cent fois répété selon lequel Nicolas Sarkozy aurait asséché le marigot frontiste ? A l'évidence, la séduction exercée par le Président sur cet électorat s'est dissipée. La manière forte avec laquelle il avait assumé sa fonction de « *premier flic de France* », avec les notions de fermeté et d'autorité qu'elle induisait, a assurément perdu de sa force de persuasion devant la dégradation des conditions de vie des Français. Aujourd'hui, tous les chiffres de « *politisation négative* », de rejet des pouvoirs en place, de malaise social et de pessimisme, sont à des niveaux particulièrement élevés, voire à des records historiques. Et le FN en profite.

Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

Tableau n° 8
Résultats des partis de droite dans la série renouvelée en 2008


	2008 - 1 ^{er} tour	2009-10 - 1 ^{er} tour
Dvd	17,45	19,85
UMP	35,90	32,61
FN	5,86	2,35
Exd	0,54	0,64
Total	59,75	55,45

Enfin, ces consultations ne vont pas contribuer de manière décisive à restaurer une crédibilité du MoDem fortement entamée par ses quatre défaites successives depuis 2007. La détermination très personnelle de François Bayrou, visant à réaffirmer l'originalité électorale du centre, est une entreprise de longue haleine dont ces partielles soulignent la difficulté.

Ainsi, à l'instar des formations centristes qui l'ont précédé, le MoDem constitue un parti faible d'un point de vue organisationnel, qui ne peut compter ni sur un nombre élevé de militants, ni sur un réseau performant d'élus (phénomène plus inhabituel dans le cas du centrisme français souvent animé par des notables locaux), – autant de contraintes qu'illustrent ces élections. En un an, il ne semble pas plus avoir amélioré sa structuration partisane qu'il n'a élargi son audience. Il n'est présent que dans 13 % des cantons, soit simplement 2 % de plus que lors des partielles organisées entre le 1^{er} septembre 2008 et le 1^{er} août 2009. Et ses six candidats établissent un score moyen de 15,95 %, en régression de 2,7 points par rapport aux élections de référence (17,05 %). La stratégie d'indépendance privilégiée depuis la naissance de cette formation trouve ici ses limites.

Aussi, même si la situation est toujours susceptible d'évoluer, on peut douter de la capacité du MoDem à asseoir véritablement sa place dans le système des partis français. Il est plus probable qu'il va chercher à se consolider sous sa forme actuelle de « machine électorale » essentiellement destinée à soutenir la stratégie présidentielle de son leader.

La faiblesse de la participation traduit le peu d'attrait des citoyens pour des joutes qui apparaissent mineures. Mais même dans un tel contexte, l'arrêt sur image que constitue ces cantonales partielles met en lumière la réactivation du clivage droite/gauche. La politique conduite par Nicolas Sarkozy a ravivé les différences idéologiques et politiques qui avaient pu s'estomper durant la campagne électorale de



Ce que les
élections partielles
révèlent pour 2012

2007. Sur les rôles respectifs de l'Etat et du marché, sur l'organisation du travail, sur les priorités en matière fiscale, sur les arbitrages entre liberté et sécurité, les clivages traditionnels n'avaient certes pas disparu mais la stratégie adoptée par le candidat de l'UMP avait semblé estomper leur vigueur. Trois ans plus tard, toutes les consultations témoignent de la réactivation de ce moteur électoral au profit du PS et de l'UMP. Ce n'est pas anodin dans la perspective des deux années qui s'annoncent. Même dans des scrutins à très faible enjeu, les électeurs ne dispersent pas leur vote. Or dans un passé pas si lointain, dans des circonstances comparables, ces partis de gouvernement ne parvenaient plus à fixer leurs soutiens naturels et étaient frappés de désaffection au bénéfice des formations périphériques. Ce constat est donc rassurant dans la mesure où il atteste une marge de manœuvre très importante pour les futures présidentielles.

A leur côté, l'espace s'organise. A gauche, les Verts recommencent à incarner une couleur de l'espoir. S'ils ne pourront pas ravir au PS le leadership de l'opposition, poussés par les bons vents²⁴, victorieux aux européennes, reconnus aux régionales, ils gagnent une réelle crédibilité qui transcende leur traditionnelle vocation de « cassandre écologistes ». Même si l'histoire apprend à ne pas sous-estimer la volatilité du vote, ils seront selon toute vraisemblance le partenaire naturel des socialistes dans le prochain gouvernement de gauche.

A droite, le parti majoritaire totalement dominant et totalement isolé est à nouveau confronté à un frissonnement lepéniste. Insidieusement, les idées du FN ont pris racine dans la société française. L'accentuation de la crise économique, le pessimisme collectif²⁵ et la déconsidération du politique qui se nourrit des contradictions de la droite au pouvoir entre ses paroles et les mesures prises rallument la flamme vacillante de l'extrême-droite. L'UMP sait le risque que cela représente. Machiavel avait, sur ce sujet, tout écrit : « *Si tu peux tuer ton ennemi, fais-le. Sinon, fais-t'en un ami* ». A écouter Nicolas Sarkozy, le 30 juillet 2010 à Grenoble, on se dit qu'il a dû lire Machiavel...

24. Raphaël Leclerc, « A la loupe les verts », site www.delitsdopinion.com, 29 janvier 2010.

25. Brice Teinturier, « Crise, peurs et attentes des Français », 2009, *l'état de l'opinion*, Seuil, 2009, p. 11.